Bâtir des communautés plus sûres

Fiche d'information

Prévenir le crime par le biais du développement social

Introduction

On estime que le crime coûte aux Canadiens entre 35 et 46 milliards de dollars par année[1]. La très grande majorité des dépenses du système de justice pénale du Canada sont celles des services de police, des tribunaux et des services correctionnels — entités qui ont toujours été chargées de la détection des crimes et de la lutte contre la criminalité. Cependant, depuis le milieu des années 80, le Canada, comme de nombreux autres pays, consacre davantage de ressources pour lutter contre le crime au moyen d'une stratégie équilibrée qui englobe les méthodes conventionnelles de lutte contre le crime et des méthodes novatrices de prévention du crime.

Le gouvernement du Canada joue un rôle capital dans la promotion de la prévention du crime, au moyen de la Stratégie nationale pour la prévention du crime. La Stratégie nationale est administrée par le ministère de la Justice et le ministère du Solliciteur général du Canada. Celle-ci favorise une « approche équilibrée » de la réduction du crime et de la victimisation en préconisant la prévention du crime par le développement social. Bien qu'il y ait de nombreux types de stratégies de prévention du crime, la plupart peuvent se répartir en deux grandes catégories — la prévention du crime situationnel et la prévention du crime par le développement social :

- les stratégies de prévention du crime situationnel visent à rendre les occasions de se livrer à des activités criminelles moins nombreuses et moins attrayantes;
- la prévention par le développement social est axée sur les causes profondes de la criminalité et de la victimisation.

La présente fiche d'information fournit des renseignements sur la prévention du crime par le biais du développement social. Le Centre national de prévention du crime offre également une fiche de renseignements sur la prévention du crime situationnel.

La Prévention du crime par le biais du développement social : Qu'est-ce que c'est?

La prévention du crime par le biais du développement social (PCDS) est une méthode de prévenir le crime et la victimisation qui tient compte des processus sociaux, économiques et culturels complexes contribuant au crime et à la victimisation. La PCDS cherche à resserrer le « lien » entre les politiques et les programmes de la justice pénale et le développement sûr, sécuritaire et prosocial des individus, des familles et des communautés. Elle y parvient en s'attaquant aux facteurs qui contribuent au crime et à la victimisation et qui peuvent être changés[2].

Une méthode qui met l'accent sur les facteurs de risque associés au crime et à la victimisation. Tout en tenant compte du fait que les influences sociales, comme la pauvreté, l'inégalité des sexes, la violence dans les médias, le racisme et la discrimination s'inscrivent dans le contexte de la prévention du crime, la PCDS tend à se concentrer sur les mesures secondaires de prévention. Il s'agit donc ainsi de s'occuper des nombreux facteurs de risque qui contribuent à la participation au crime[3]. Voici quelques exemples clés :

- Des conditions de vie peu satisfaisantes, comme les logements médiocres et les situations instables;
- Les facteurs reliés à la famille, tels la pauvreté dans la famille, la taille de la famille, des compétences parentales inadéquates ou peu satisfaisantes, la criminalité parentale, la toxicomanie ou l'alcoolisme des parents;
- Les facteurs reliés à la personnalité et au comportement, comme les « déficits cognitifs » dont le manque de compétences pour résoudre les problèmes, le manque de maîtrise de soi, de raisonnement critique, de jugement et la négligence à tenir compte des conséquences de son comportement, l'hyperactivité et un début précoce de comportement agressif;

- L'association des pairs, comme les relations avec les amis qui ont un style de vie délinquant ou criminel;
- Les facteurs reliés à l'école comme le mauvais rendement scolaire et le manque d'assiduité, ainsi que les milieux scolaires inadéquats et les politiques d'exclusion;
- Les perspectives en matière d'emploi, comme le manque de formation et d'emploi.

La PCDS vise à renforcer les « facteurs de protection », comme l'appui positif de la famille, qui peuvent atténuer les situations de risque ou de désavantage contribuant au crime et à la victimisation. Ces facteurs de protection tendent à réduire le risque de tort[4].

Une méthode globale de prévention du crime. La PCDS fait appel à des solutions de mise en œuvre qui tiennent compte de tous les facteurs associés au crime et à la victimisation. La PCDS va au-delà de la sphère traditionnelle de la justice pénale en reconnaissant le rôle important que les politiques, les programmes et les services, comme le logement social, l'éducation, la santé, la sécurité du revenu et les services sociaux, jouent dans la prévention du crime[5]. Par ailleurs, la PCDS ne fonctionne pas en vase clos par rapport aux mesures traditionnelles de prévention du crime et de lutte contre le crime. Par exemple, la méthode globale de prévention du crime pour des communautés plus sûres peut comprendre des mesures ayant pour objectif immédiat de protéger le public par l'effort conjugué de la police, des tribunaux et des services correctionnels. Par ailleurs, on peut affecter des ressources à des stratégies de développement social et communautaire qui contribueront à créer un milieu où seront réduits les facteurs de risques associés au comportement criminel et à la victimisation à long terme[6]. Par conséquent, la PCDS fait appel à toute une foule d'intervenants des divers secteurs qui travaillent ensemble pour prévenir les problèmes reliés au crime.

Un investissement à long terme. Parce que la PCDS est axée sur le développement social, il faut compter un certain temps avant que les mesures de prévention du crime ne portent fruits. Par exemple, plusieurs stratégies de PCDS visent les enfants et les jeunes. Certains des programmes de PCDS les plus connus comprennent une intervention hâtive auprès des enfants à risque et de leurs parents. Certaines des premières initiatives, comme le *Perry Pre-School Project* au Michigan, le *Hawaii Healthy Start Project* et une nouvelle génération de programmes « Bon départ » au Canada (comme le programme de Moncton et celui des Autochtones) assurent un milieu favorable aux enfants à risque. Ces programmes montrent la façon dont les stratégies d'appoint peuvent améliorer considérablement le développement de l'enfant, les réussites scolaires et le rajustement social et réduire la probabilité de participation au crime plus tard dans la vie[7].

Une stratégie fondée sur la recherche. La PCDS est alimentée par les résultats des études de recherche longitudinales menées dans diverses régions du monde, dont la Nouvelle-Zélande, l'Angleterre, les États-Unis, le Canada et la Suède[8]. Les études longitudinales ont fourni de bonnes preuves de la façon dont les programmes de développement social qui ciblaient les individus, les familles et les communautés à risque ont mis les choses à égalité et ont contribué à réduire la criminalité. Au Canada, des études comme l'étude expérimentale de type longitudinal de Montréal[9], réalisée au milieu des années 80, et *The Early Years Study*[10], publiée en 1999 en Ontario, donnent une bonne idée de la façon dont le milieu social, économique et familial influe sur la vie de la famille et celle des enfants. Ces études soulignent l'importance d'une intervention hâtive lorsque nous sommes en présence de facteurs de risque.

Bref historique de la Prévention du crime par le biais du développement social

Les programmes de PCDS puisent dans des recherches qui s'étalent sur plus de 50 ans et sur une expérience pratique, particulièrement celle des pays de l'Europe de l'Ouest, des États-Unis et du Canada. Au fil des ans, on a relevé de nombreux facteurs qui contribuent au crime et à la victimisation et qui sapent la sécurité des communautés.

On peut dire qu'au Canada, les programmes de PCDS sont mis en pratique — sans être nommés comme tel — depuis plusieurs années. Inspirée par les travaux et les idées de certaines personnes, comme Irvin Waller et Dick Weiler, la notion en est venue à s'inscrire tout au haut de la politique de la justice pénale au début des années 80. En 1993, le douzième rapport du Comité permanent de la justice et du solliciteur général (rapport Horner) a été publié et le ministère de la Justice a organisé un symposium national sur la

sécurité des communautés. Ces événements ont jeté les bases d'une politique canadienne sur la prévention du crime qui englobe explicitement une composante du développement social. Dans les années 90, les travaux du Conseil national sur la prévention du crime, qui a été établi par le ministère de la Justice et le Solliciteur général du Canada (de concert avec les travaux des gouvernements provinciaux et territoriaux, des municipalités et des groupes communautaires), ont construit des modèles de PCDS et des stratégies d'intervention.

Depuis le milieu des années 80, les programmes de PCDS se sont développés dans plusieurs directions. À l'échelle communautaire, on reconnaît de plus en plus que la sécurité des communautés constitue un aspect fondamental du bien-être des communautés. Ces programmes contribuent au bien-être des communautés en érigeant une capacité locale de prévention du crime. Cela peut comprendre des réseaux officiels et officieux et une attention particulière aux besoins de ceux qui sont le plus à risque. Ces programmes englobent également diverses formes d'intervention auprès de la famille et des programmes d'appoint ainsi que d'autres qui ciblent les facteurs individuels associés au crime et à la victimisation.

Les stratégies de prévention du crime par le biais du développement social

Il y a plusieurs formes de stratégies à l'enseigne de la PCDS. Voici celles qui ont été présentées dans plusieurs collectivités canadiennes :

Les stratégies individuelles cherchent à combler les déficits existants qui peuvent inciter des personnes à participer à des crimes. Plusieurs d'entre elles ciblent les enfants et les jeunes. Les programmes « complémentaires » qui placent le client au centre de l'intervention et qui adaptent une foule de services d'appoint sont des exemples de stratégies individuelles de PCDS.

Les stratégies orientées vers la famille représentent aussi un élément important de la PCDS. Les programmes qui assurent un soutien aux parents et une formation aux parents des jeunes et des enfants à risque cherchent à renforcer la capacité de la famille et à créer un environnement sain où les enfants sont protégés.

Les stratégies à l'échelle communautaire cherchent à resserrer la capacité locale de prévenir le crime. Elles font souvent appel à des partenariats et contribuent à relier les individus. D'autres formes de stratégies à l'échelle communautaire englobent des programmes d'action directe de liaison. Parmi les exemples, mentionnons les programmes de mentorat police-jeunesse, les programmes d'appui de la part des pairs et ceux qui amènent les aînés de la collectivité à enseigner leurs valeurs et leurs traditions. On peut aussi citer en exemples les programmes qui donnent de bonnes perspectives sociales et culturelles à des fins de loisirs et d'expression culturelle et ceux qui édifient des compétences prosociales pour les jeunes à risque.

Caractéristiques des programmes de PCDS[15]

Bien des programmes sociaux et sanitaires ont des répercussions relativement au crime et à sa prévention, mais cela ne veut pas dire que tous devraient être considérés comme des programmes de PCDS, en particulier là où la prévention du crime n'est pas le premier but. Les programmes de PCDS visent de façon explicite et dynamique à prévenir le crime et la victimisation. Bien que les recherches sur de bons programmes de PCDS n'en soient encore qu'à l'état embryonnaire, les programmes de PCDS de qualité—basés sur des résultats provisoires—semblent avoir en commun les caractéristiques qui suivent :

Orientation

Les programmes de PCDS reposent sur la théorie du crime et de la victimisation et sur les recherches empiriques qui appuient ce qui a été ciblé et le pourquoi de l'opération. Ils relèvent les facteurs de risque particuliers à la cause qui sont étudiés et s'orientent vers ces facteurs, dont on a démontré qu'ils se reliaient au crime et à la victimisation. Ces programmes offrent un modèle explicite de changement — un modèle qui montre qu'il y a un lien plausible entre les facteurs de risque qu'on a cernés et l'intervention réelle.

Conception

Les programmes de PCDS identifient le problème du crime qu'ils cherchent à prévenir et définissent des buts et des objectifs clairs pour le régler. Qui plus est, ils se concentrent sur les facteurs de risque associés au crime et identifient des moyens particuliers pour les éliminer.

Les programmes de PCDS sont accessibles, faciles à obtenir et abordables pour les usagers. Ils ont aussi comme caractéristique l'idée de participation qui met vraiment à contribution les usagers pour les faire participer à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des programmes. Les programmes de PCDS ont trait aux gens et à leurs communautés. Ils sont menés en coordination et en collaboration avec d'autres programmes et services dans la collectivité qui ont, eux aussi, des liens avec d'autres programmes et services. Ils peuvent faire appel à des partenariats officiels et officieux.

Intégrité

Pour fonctionner de façon intègre, les programmes de PCDS doivent compter sur des moyens suffisants pour atteindre leurs objectifs, y compris des politiques servant à guider l'exécution des programmes et à faire en sorte qu'on rende compte des résultats.

Milieu

Les milieux des programmes de PCDS sont structurés et organisés de façon à avoir une influence positive dans la collectivité. Ils sont coordonnés avec d'autres services et d'autres appuis. Ils sont acceptables aux usagers et à la grande collectivité. Ils exécutent des programmes de façon intégrée de manière à ce qu'il soit possible d'englober des facteurs de risque multiples de façon coordonnée et efficace.

Ressources

Les programmes de PCDS sont offerts par des employés et des bénévoles qualifiés et bien formés dont les valeurs, l'attitude et la façon de faire dans l'interaction sont conformes aux buts des programmes. Des ressources (qu'elles soient en espèces ou en nature) sont nécessaires pour mettre en marche et exécuter les projets ainsi que pour entreprendre des recherches et en faire l'évaluation. Des ressources matérielles sont aussi nécessaires pour la prévention du crime, car elles améliorent l'infrastructure sociale. Il faut donc des salles, du matériel et des employés qualifiés pour mettre en œuvre les programmes.

Recherche et évaluation

La recherche et l'évaluation sont des instruments essentiels pour concevoir, planifier, guider et modeler les activités de prévention du crime par le développement social et pour mesurer les résultats des programmes. La recherche et l'évaluation s'inscrivent dans le processus permanent du raffinement des politiques et des programmes. Il peut être difficile d'obtenir des renseignements quant aux résultats, car la prévention du crime par le développement social est un investissement à long terme et bien des résultats sont difficiles à quantifier. Il importe d'obtenir certaines mesures indépendantes à court terme de l'efficacité des programmes tout en poursuivant les objectifs à long terme. Les techniques de recherche quantitatives et qualitatives sont des instruments importants pour aider les gens à comprendre la valeur et les répercussions de la PCDS.

Durabilité

Les individus, les familles et les communautés ont besoin de connaissances, de compétences et de ressources pour prévenir le crime. La prévention du crime par le biais du développement social vise à créer des stratégies durables pour tirer parti des forces existantes. Les méthodes novatrices qui englobent des éléments comme le mentorat, l'appui des pairs et les réseaux communautaires peuvent contribuer à en assurer la durabilité.

CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES DE PCDS

ORIENTATION

- Selon les recherches
- Facteurs de risque connus
- Modèle de changement

CONCEPTION

- Énoncé du problème
- Buts et objectifs clairs
- Facteurs de risque changeants
- Accessible
- Avec participation
- Avec collaboration
- Axé sur le partenariat

INTÉGRITÉ

- Ressources suffisantes
- Responsabilisation

MILIEU

- Structuré
- Coordonné
- Acceptable pour les participants et les communautés

RESSOURCES

- **Employés et bénévoles** qualifiés et bien formés; attitudes et modes de fonctionnement
- **Coût**
  Démarrage
  Exécution permanente
  Recherche et évaluation

RECHERCHE ET ÉVALUATION

- Orientation selon les recherches
- Surveillance régulière du rendement
- Mesures indépendantes
- Évaluation des résultats

DURABILITÉ

- Connaissances
- Compétences
- Ressources
- Développement

Il faut comprendre que la prévention du crime par le développement social est un domaine relativement jeune et qu'il faudra un certain temps avant de connaître la meilleure façon de mettre en œuvre la PCDS et d'obtenir des résultats. Il y a plusieurs défis non résolus dans les efforts pour déterminer les meilleures façons de tenir compte des nombreux facteurs de risque associés au crime et à la victimisation. Il est nécessaire de poursuivre régulièrement les recherches et d'évaluer l'efficacité des programmes de PCDS.

Questions et préoccupations

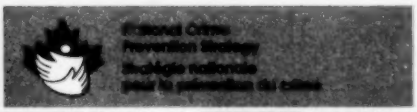
Les critiques soutiennent que, parce que les programmes de PCDS sont si « élastiques », ils risquent de devenir trop dilués—ou trop dominants—dans la politique sociale. Cette préoccupation a trait aux besoins de clarifier les théories qui sous-tendent la PCDS; il est nécessaire d'en définir le rayon d'influence et d'en clarifier les frontières, les liens et les relations entre la prévention du crime et les politiques et programmes sociaux.

Sur le plan pratique, cela veut dire aussi qu'il est nécessaire pour tous les intervenants des différentes disciplines et des différents secteurs de forger de nouvelles façons de travailler ensemble. Les partenariats intersectoriels et interdisciplinaires, par exemple, peuvent engendrer de nouvelles façons de concevoir la prévention du crime, mais ces partenariats peuvent aussi ériger des défis, car il faut mettre en place de nouvelles relations de travail.[17]

1. Conseil national de prévention du crime, Comité sur l'analyse économique, *Un bon placement : Prévention de la criminalité* (Ottawa, 1996).
2. Centre international pour la prévention de la criminalité, *Répertoire-synthèse II sur la prévention de la criminalité : Analyse comparée d'actions réussies pour la sécurité de la collectivité* (1999). On peut se le procurer en consultant le site Web CIPC : http://www.crime-prevention-intl.org/francais/cipc/publi.htm.
3. Pour un bref sommaire, voir Adam Crawford, *Crime Prevention and Community Safety: Politics, Policies and Practices.* (London: Longman, 1999. Voir aussi, du Centre international pour la prévention de la criminalité, *Répertoire-synthèse II sur la prévention de la criminalité : Analyse comparée d'actions réussies pour la sécurité de la collectivité*, 1999).
4. John Howard Society of Alberta (1995) Prévention du crime par le biais du développement social : guide-ressource.
5. Association canadienne de justice pénale, *Des communautés plus sûres : Une stratégie sociale de prévention du crime au Canada (1989).*
6. Ibid. p. 23.
7. International Centre for the Prevention of Crime, *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999), p. 27.
8. For an overview of recent studies, refer to the International Centre for the Prevention of Crime *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999), pp. 20-22. See also M. Tonry, and D.P. Farrington, *Building a Safer Society: Crime and Justice:A Review of Research*, vol. 19 (Chicago: University of Chicago Press 1995).
9. For a summary, refer to the International Centre for the Prevention of Crime, *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999), p. 29.
10. *The Early Tears Study: Final report* (April 1999) prepared by an expert Reference Group, co-chaired by Margaret Norrie McCain and J. Fraser Mustard.
11. Waller, Irvin and Dick Weiler, *Crime Prevention Through Social Development.* (Ottawa: Canadian Council on Social Development, 1985).
12. Standing Committee on Justice and the Solicitor General, *Crime Prevention in Canada: Toward a National Strategy* (Ottawa, 1993).
13. Department of Justice Canada, "Proceedings of the National Symposium on Community Safety and Crime Prevention, March 10-12, 1993, Toronto, Ontario" (Ottawa, 1993).
14. Nick Nicoloff, "Re-Connecting Youth. Integrating Welfare and Children's Mental Health Services to Serve Adolescents and Their Families," Five Year Review. *Ontario Associations of Children's Aid Societies Journal*, Vol. 43, Number 13, October, 1999.
15. This section is based information contained in the John Howard Society of Alberta *Crime Prevention Through Social Development: A Resource Guide*, (1995) as well as the results of the National Crime Prevention Centre's January 19, 2000 Crime Prevention Through Social Development Workshop, held in Ottawa, Ontario.
16. Adam Crawford, *Crime Prevention and Community Safety: Policies, Policies and Practices* (London: 2Longman, 1999), pp. 121-122.
17. For a discussion of the role of partnerships in social change and other strategies, see Sherri Torjman, *Partnerships: The Good, The Bad and The Uncertain.* (Ottawa: Caledon Institute,1998). For a discussion and critique of partnerships in the field of crime prevention, see Adam Crawford, *Crime Prevention and Community Safety: Policies, Policies and Practices* (London: Longman, 1999), pp. 161-192.

Pour plus de renseignement
visitez le site Internet de la Stratégie nationale pour la prévention du crime à : www.prevention.gc.ca
Ou contactez-nous sans frais au : 1 877 302-2672
Courriel : info@prevention.gc.ca

Building Safer Communities



Factsheet

Crime Prevention Through Social Development

Introduction

The annual cost of crime to Canadians is estimated to range between $35 billion and $46 billion[1]. The overwhelming majority of criminal justice system expenditures in Canada are related to police, courts, and corrections—the agencies that have been traditionally responsible for crime detection and control. However, since the mid-1980s, Canada, like many other countries, has shifted more resources to addressing crime through a balanced strategy that incorporates conventional methods of crime control as well as innovative approaches to crime prevention.

The Government of Canada plays a key role in promoting crime prevention in Canada, through the National Crime Prevention Strategy. The National Strategy is administered by the Department of Justice and the Ministry of Solicitor General Canada. It is designed to promote a "balanced approach" to reducing crime and victimization by focusing primarily on crime prevention through social development. While there are many types of crime prevention strategies, most can be classified under two broad categories — situational crime prevention and crime prevention through social development:

- situational crime prevention strategies seek to reduce the availability and attractiveness of opportunities for criminal activity;
- crime prevention through social development focuses on the root causes of crime and victimization.

This fact sheet provides information about crime prevention through social development. For information about situational crime prevention, please refer to the National Crime Prevention Centre's fact sheet on Situational Crime Prevention.

Crime Prevention Through Social Development: What is it?

Crime Prevention through Social Development (CPSD) is an approach to preventing crime and victimization that recognizes the complex social, economic, and cultural processes that contribute to crime and victimization. CPSD seeks to strengthen the "bridge" between criminal justice policies and programs and the safe, secure, and pro-social development of individuals, families, and communities. It does this by tackling the factors, which contribute to crime and victimization, that are amenable to change[2].

Focuses on Risk Factors Associated with Crime and Victimization. While recognizing that societal influences such as poverty, gender inequality, media violence, racism, and discrimination are part of the crime prevention context, CPSD tends to concentrate on secondary prevention measures. This involves focusing on the many risk factors that contribute to involvement with crime[3]. Some key examples include:

- inadequate living conditions, such as poor housing and unstable situations;
- family factors, such as family poverty, family size, poor or inadequate parenting, parental criminality, and parental substance abuse;
- individual personality and behavioural factors, such as "cognitive deficits" including a lack of problem-solving skills, self-control, critical reasoning, judgment and failure to consider the consequences of behaviour, hyperactivity, as well as the early onset of aggressive behaviour;
- peer association, such as relationships with friends who follow a delinquent/criminal lifestyle;

- school-related factors, such as poor educational achievement and truancy, as well as deficient school environments, and exclusionary policies;
- employment opportunities, such as a lack of training and employment.

CPSD seeks to foster "protective factors" such as positive family support that may mitigate situations of risk or disadvantage that contribute to crime and victimization. These protective factors also tend to reduce the risk of harm[4].

Builds a Comprehensive Approach to Crime Prevention. CPSD involves implementing solutions that can comprehensively address factors associated with crime and victimization. CPSD makes connections beyond the traditional criminal justice sphere, by recognizing the important role that policies, programs, and services such as social housing, education, health, income security, and social services play in preventing crime[5]. At the same time, CPSD does not function in isolation from traditional crime prevention and crime control measures. For example, a comprehensive crime prevention approach for a safer community may include measures to address the immediate objective of protecting the public through the efforts of the police, courts, and corrections. At the same time, it may direct resources to social and community development strategies that will help to create an environment that will reduce the risk factors associated with criminal behaviour and victimization over the long term[6]. Consequently, CPSD involves a range of players from various sectors working together to prevent crime problems.

A Long-term Investment. Because CPSD focuses on the social development end of the crime prevention equation, it can take time for the crime prevention benefits to accrue. For example, children and youth are the focus of many CPSD strategies. Some of the best known CPSD programs involve early intervention with children at risk and their parents. Pioneering programs such as the Perry Pre-School Project in Michigan, the Hawaii Healthy Start Project, and a new generation of "Headstart" programs in Canada (such as Moncton Headstart and Aboriginal Headstart) create supportive environments for children who are at potential risk of later life criminality. These programs demonstrate the ways in which supportive strategies can significantly improve child development, educational achievement and social adjustment, and reduce the likelihood of later involvement in crime[7].

A Research-Based Approach. CPSD is informed by the results of longitudinal research studies conducted in various parts of the world, including New Zealand, England, the United States, Canada, and Sweden[8]. Longitudinal studies have provided solid evidence on the ways in which social development programs targeted to "at-risk" individuals, families, and communities "level the playing field" and help to reduce criminality. In Canada, studies such as the Montreal longitudinal experimental Study,[9] conducted in the mid-1980s and the *Early Years Study*[10], published in 1999 in Ontario have brought insight into the ways social, economic, and home environments affect family life and the lives of children. These studies underscore the importance of early intervention where risk factors are present.

A Brief History of Crime Prevention Through Social Development

CPSD programs draw on over 50 years of research and practical experience, primarily from western European countries, the United States, and Canada. Over the years, a range of factors that contribute to crime and victimization and undermine community safety have been identified.

Within Canada, it can be said that CPSD has been practised—but not named as such—for many years. Inspired by the work and ideas of people such as Irvin Waller and Dick Weiler,[11] the concept came to the fore of criminal justice policy in the early 1980s. In 1993, the Twelfth Report of the Standing Committee on Justice and the Solicitor General[12] (the Horner report) was issued and the Department of Justice Canada organized a national symposium on community safety.[13] These events laid the foundation for a crime prevention policy in Canada that explicitly included a social development component. In the 1990s, the work of the National Crime Prevention Council, which was established by the Department of Justice Canada

and the Solicitor General of Canada (in concert with the work of provincial and territorial governments, municipalities, and community groups) built CPSD models and strategies for intervention.

Since the 1980s, CPSD has branched in many directions. At the community level, there is growing recognition that community safety is a fundamental aspect of a healthy community. CPSD contributes to community health by building local capacities to prevent crime. This may include formal and informal networks, and a particular focus on the needs of those most at risk. CPSD also encompasses various kinds of family intervention and support programs, as well as programs that target individual factors associated with crime and victimization.

Crime Prevention Through Social Development Strategies

There are many kinds of strategies under the CPSD banner. The following types of CPSD strategies have been introduced in many Canadian communities:

Individual-Level Strategies focus on addressing existing deficits that may place individuals at risk of involvement in criminality. Many of these programs target children and youth. "Wrap-around" programs that place the client at the centre of the intervention and tailor a range of supportive services are examples of individual-level CPSD strategies.[14]

Family-Oriented Strategies are also a focus of CPSD. Programs that provide parenting support and training to the parents of young, at-risk children strengthen family capacity and create healthy environments where children are nurtured.

Community-Level Strategies seek to strengthen local capacity to prevent crime. They frequently involve partnerships, and help to build connections among individuals. Other kinds of community level strategies involve community outreach programs. Examples include police/youth mentoring programs, peer support programs and programs where community elders teach their values and traditions. Programs that provide socially and culturally appropriate opportunities for recreation and cultural expression, as well as programs that build pro-social skills among at-risk youth, are other examples.

Characteristics of CPSD Programs[15]

Many social and health programs have implications for crime and its prevention, but that does not mean that all should be regarded as CPSD programs, particularly where crime prevention is not the primary goal. CPSD programs explicitly and proactively aim to prevent crime and victimization. Although research on effective CPSD programs is in its infancy, based on preliminary findings, quality CPSD programs seem to share the following characteristics:

Orientation

CPSD programs are based on crime and victimization theory and empirical research that supports what is being targeted and why. CPSD programs identify and focus on specific causal risk factors that have been shown to relate to crime and victimization. They offer an explicit model of change—a model that shows a plausible link between the identified risk factors and the actual intervention.

Design

CPSD programs identify the crime problem that they seek to prevent and lay out clear goals and objectives to address the problem. Most importantly, they focus on risk factors associated with crime and identify specific ways to address them.

CPSD programs are accessible, easily obtained, and affordable for users. A participatory approach that meaningfully involves users in the design, implementation, and evaluation of the program is also characteristic of CPSD. CPSD programs are about people and their communities. They coordinate and collaborate with other programs and services in the community, that have supports and linkages to other programs and services. They may involve formal and informal partnerships.

Integrity

To operate with integrity, CPSD programs need to have adequate means to do what they set out to do, including policies to guide program delivery and to ensure that there is accountability for results.

Environment

CPSD program environments are structured and organized to have a positive influence in the community. They are coordinated with other services and supports. They are acceptable to users and to the community at large. They deliver programs in an integrated manner so that it is possible to address multiple risk factors in coordinated and efficient ways.

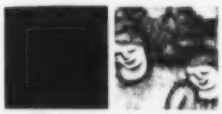
Resources

CPSD programs are offered by qualified, trained staff and volunteers whose values, attitudes and style of interaction are consistent with program goals. Resources (whether financial or in-kind) are required for project start-up, ongoing implementation, and research and evaluation. Material resources also come into play in crime prevention, because they enhance the social infrastructure. This includes having the places and spaces as well as the equipment and trained staff to implement programs.

Research and Evaluation

Research and evaluation are critical tools to design, plan, guide, and shape crime prevention through social development activities and to measure program results. Research and evaluation feeds into the ongoing process of policy and program refinement. Obtaining information on results can be challenging because crime prevention through social development is a long-term investment and many of the results are hard to quantify. It is important to obtain some short-term, independent measures of program effectiveness while keeping an eye on the long-term goals. Both quantitative and qualitative research techniques are important tools to help people understand the value and impact of CPSD.

103-05309/



Characteristics of CPSD Programs

Orientation

- Research-based
- Identified risk factors
- Model of change

Design

- Problem statement
- Changeable risk factors
- Accessible
- Accessible
- Participatory
- Collaborative
- Partnership-oriented

Integrity

- Adequately resourced
- Responsibility

Environment

- Structured
- Coordinated
- Acceptable participants & community

Resources

- **Staff & Volunteers**
  Qualified Trained
  Attitudes & Styles
- **Costs**
  Start-up & On-going implementation
  Research & evaluation

Research & Evaluation

- Research-oriented
- Ongoing performance monitoring
- Independent measures
- Outcome evaluation

Sustainability

- Knowledge
- Skills
- Resources
- Development

Sustainability

Individuals, families, and communities need knowledge, skills, and resources to prevent crime. Crime prevention through social development aims to create sustainable strategies that build on existing strengths. Innovative approaches that include elements like mentorship, peer support, and community networks can help to ensure sustainability.

Questions and Concerns

Critics argue that because CPSD is so "elastic," it runs the danger of becoming either too diffused-or too dominant-within social policy.[16] This concern speaks to the need to clarify the theories behind CPSD; the need to define its scope of influence and clarify the boundaries, bridges, and relationships between crime prevention and social policies and programs.

And at a practical level, it also speaks to the need for players across disciplines and sectors to forge new ways of working together. Intersectoral or interdisciplinary partnerships, for example, can generate new ways to address crime prevention, but these partnerships can also pose challenges as new working relationships are put into place.[17]

It must be recognized that CPSD is a relatively young field of practice and it will take time to learn how best to implement CPSD and yield results. There are many unresolved challenges in efforts to identify effective ways to address the multiplicity of risk factors associated with crime and victimization. Ongoing research and evaluation of the effectiveness of CPSD is required.

1. National Crime Prevention Council, Economic Analysis Committee, *Money Well Spent: Investing in Preventing Crime* (Ottawa, 1996), p. 14.
2. International Centre for the Prevention of Crime, *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999) Available from the ICPS Web site at http://www.crime-prevention-intl.org/english/digest/what.htlm.
3. For a brief summary, see Adam Crawford, *Crime Prevention and Community Safety: Politics, Policies and Practices.* (London: Longman, 1999), pp. 110-111. See also International Centre for the Prevention of Crime *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999).
4. John Howard Society of Alberta (1995) Crime Prevention Through Social Development: A Resource Guide.
5. The Canadian Criminal Justice Association, *Safer Communities: A Social Strategy for Crime Prevention in Canada* (1989), p. 4.
6. Ibid. p. 23.
7. International Centre for the Prevention of Crime, *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999), p. 27.
8. For an overview of recent studies, refer to the International Centre for the Prevention of Crime *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999), pp. 20-22. See also M. Tonry, and D.P. Farrington, *Building a Safer Society: Crime and Justice:A Review of Research,* vol. 19 (Chicago: University of Chicago Press 1995).
9. For a summary, refer to the International Centre for the Prevention of Crime, *Crime Prevention Digest II: Comparative Analysis of Successful Community Safety* (1999), p. 29.
10. *The Early Tears Study: Final report* (April 1999) prepared by an expert Reference Group, co-chaired by Margaret Norrie McCain and J. Fraser Mustard.
11. Waller, Irvin and Dick Weiler, *Crime Prevention Through Social Development.* (Ottawa: Canadian Council on Social Development, 1985).
12. Standing Committee on Justice and the Solicitor General, *Crime Prevention in Canada: Toward a National Strategy* (Ottawa, 1993).
13. Department of Justice Canada, "Proceedings of the National Symposium on Community Safety and Crime Prevention, March 10-12, 1993, Toronto, Ontario" (Ottawa, 1993).
14. Nick Nicoloff, "Re-Connecting Youth. Integrating Welfare and Children's Mental Health Services to Serve Adolescents and Their Families," Five Year Review. *Ontario Associations of Children's Aid Societies Journal,* Vol. 43, Number 13, October, 1999.
15. This section is based information contained in the John Howard Society of Alberta *Crime Prevention Through Social Development: A Resource Guide,* (1995) as well as the results of the National Crime Prevention Centre's January 19, 2000 Crime Prevention Through Social Development Workshop, held in Ottawa, Ontario.
16. Adam Crawford, *Crime Prevention and Community Safety: Policies, Policies and Practices* (London: 2Longman, 1999), pp. 121-122.
17. For a discussion of the role of partnerships in social change and other strategies, see Sherri Torjman, *Partnerships: The Good, The Bad and The Uncertain.* (Ottawa: Caledon Institute,1998). For a discussion and critique of partnerships in the field of crime prevention, see Adam Crawford, *Crime Prevention and Community Safety: Policies, Policies and Practices* (London: Longman, 1999), pp. 161-192.

For more information
Please visit the National Crime Prevention Strategy Web site at: www.prevention.gc.ca
Or contact us toll-free at: 1 877 302-6272
E-mail: info@prevention.gc.ca